

**Iran - Conséquences pour les  
entreprises françaises en Iran du  
retrait américain de l'accord de  
Vienne - Réponse de M. Bruno Le  
Maire, ministre de l'économie et des  
finances, à une question d'actualité  
au gouvernement au Sénat**  
(Paris, 15 mai 2018)

Monsieur le Sénateur,

Vous avez parfaitement raison : les sanctions extraterritoriales américaines sont inacceptables. Elles sont contraires au principe de liberté du commerce, et affectent directement les intérêts économiques des alliés des Etats-Unis que sont la France et les autres pays européens.

Avec Jean-Yves Le Drian et Jean-Baptiste Lemoyne, nous avons pris deux initiatives.

Premièrement, nous avons reçu ce matin toutes les entreprises françaises implantées en Iran pour les assurer de la détermination totale du président de la République, du Premier ministre et de l'ensemble du gouvernement à défendre leurs intérêts pour leur permettre de continuer à exercer leurs activités en Iran. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le secrétaire au Trésor américain pour lui demander des exemptions, des délais supplémentaires, ainsi que le respect des contrats conclus de bonne foi, dans le cadre de l'accord signé avec l'Iran, par les entreprises françaises implantées dans ce pays.

Deuxièmement, avec mes homologues allemand et britannique, nous travaillons actuellement à une initiative européenne visant à demander à la Commission européenne de prendre rapidement les trois décisions suivantes : renforcer le règlement de 1996, afin d'inclure l'Iran dans ce cadre qui protège les intérêts économiques européens ; doter l'Europe d'une institution financière indépendante lui permettant de faire librement du commerce où elle le veut, quand elle le veut, sans dépendre des institutions financières américaines ; enfin, mettre en place une institution comparable à celle qui existe aux Etats-Unis, pour faire respecter les règles européennes sur toute la planète.

Monsieur le Sénateur, le problème que vous soulevez est sous-tendu par une question grave : que veut l'Europe, la vassalisation ou la souveraineté économique ? Avec le président de la République, le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement, nous défendrons la souveraineté économique européenne !./.